

Avant-propos

La guerre en Bosnie marquera sans doute un tournant capital dans ces premières années de l'après-guerre froide où le monde est en train de perdre tous ses repères. La vitesse foudroyante avec laquelle les événements internationaux sont connus et interprétés occulte complètement la formidable rapidité avec laquelle ils sont oubliés. La surabondance d'informations contribue largement à saturer une mémoire collective qui, de toutes façons, s'est toujours montrée bien peu sensible aux tragédies qui ne semblaient pas la concerner directement, sauf pendant de courts moments d'intense mobilisation qui retombe toujours très vite.

Ainsi, qui se souvient encore de l'euphorie triomphante qui transportait de fierté les participants à la CSCE célébrant à Paris, en novembre 1990, la fin de la guerre froide? Dans un élan d'enthousiasme sans doute sincère, ils adoptèrent solennellement un charte définissant les grands principes de la vie internationale. On peut y lire notamment: *"Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, sommes réunis à Paris à une époque de profonds changements et d'espérances historiques (...) nous déclarons que nos relations seront désormais fondées sur le respect et la coopération (...) nous réitérons notre détermination à nous abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout Etat (...) nous voulons que l'Europe soit une source de paix (...) nous affirmons que l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales sera protégée (...) nous exprimons notre détermination à lutter contre toutes les formes de haine raciale ou ethnique(...)"*.

Un an plus tard, l'Union européenne reconnaissait, dans la précipitation et sans véritable précaution, les républiques de

l'ex-Yougoslavie qui avaient proclamé leur indépendance. Elle se montra ensuite absolument incapable d'arrêter l'engrenage tragique qui allait dévaster la Bosnie-Herzégovine, soumettre des villes à d'interminables sièges — celui de Srajevo dure depuis mille jours —, tuer des centaines de milliers de personnes et en déplacer des millions.

Bien entendu, les origines de ce conflit sont d'abord fondamentalement internes mais, pour autant, cela ne signifie pas que la communauté internationale ne porte pas de lourdes responsabilités dans ce désastre; au point que beaucoup, comme notamment le général Cot (commandant de la Forpronu de juillet 1993 à mars 1994), n'hésitent pas à comparer cette situation à "*un processus munichois*". Et même si, pour toute une série de raisons, Sarajevo n'est pas Prague, comment ne pas voir que, dans ces deux drames, les Européens ont abandonné les principes fondamentaux auxquels ils prétendaient être attachés en cédant totalement devant la loi du plus fort?

"Certes, l'accord de Munich amoindrit le territoire de la Tchécoslovaquie. Mais la République tchécoslovaque peut poursuivre sa vie libre", déclarait Edouard Daladier à la chambre des députés le 4 octobre 1938. Aujourd'hui certaines déclarations récentes sur la Bosnie, comme celles du secrétaire d'Etat américain admettant que les Serbes ont gagné, ressemblent tristement à cette affirmation complètement dénuée de toute vision historique. Et, comme l'écrit le général Jean Cot, *"même ceux que font sourire les balivernes utopiques devraient pouvoir admettre qu'en termes de realpolitik, l'échec total en Yougoslavie ne peut que susciter demain de nouveaux appétits au c_ur de l'Europe"*.

La charte de Paris de novembre 1990 a-t-elle encore un sens lorsque l'heure est au mépris des droits de l'Homme et des minorités, à la modification des frontières par la force et à la partition par la guerre d'un Etat souverain?

Comme à Chypre ou ailleurs, le fait accompli de la force paie. Au lieu d'imposer à l'agresseur le respect des règles fondamentales du droit international, on se met à négocier avec lui pour trouver des solutions de partage liées aux rapports de force. De la cantonalisation, on est passé à une fédération en trois segments; puis, sous la pression des Etats-Unis, à la création d'une fédération croato-musulmane confédérée à la Croatie. Cette initiative ne pouvait qu'en

entraîner une autre: la fédération des Serbes de Bosnie avec la nouvelle Yougoslavie (Serbie-Monténégro). Le projet d'une Grande Serbie voulue par les autorités nationalistes de Belgrade reçut ainsi la bénédiction internationale.

Les derniers défenseurs de l'idée yougoslave — née au milieu du XIXème siècle — n'ont rien pu faire. L'esprit "partisan anti-fasciste" qui fut l'idéologie officielle titiste a volé en éclats en quelques mois. Dès 1982, le général Bakaric, compagnon de guerre de Tito avait prévenu: *"La Yougoslavie peut vivre avec le nationalisme croate, elle ne survivra pas au retour du nationalisme serbe"*.

Cette image d'une Yougoslavie socialiste mais anti-stalinienne, non alignée, autogérée et fédérale à l'extrême n'a pas résisté à la crise économique. Le fédéralisme librement consenti ne prospère qu'à l'ombre des richesses. Ni la Suisse, ni les Etats-Unis ne songent à éclater. Mais, en Yougoslavie, les réflexes égoïstes ferments du nationalisme, sont apparus dès le début de la crise économique. Les riches républiques du nord ne voulaient plus payer pour les pauvres du sud. Pourtant un système de fédération à géométrie variable n'a même pas été proposé aux citoyens yougoslaves. Un système où chaque république aurait pu se fédérer suivant ses désirs, au niveau économique, et/ou militaire, et/ou diplomatique... Les forces démocratiques anti-nationalistes avec tous leurs défauts n'ont reçu aucun encouragement alors que les anti-communistes bulgares et albanais recevaient force conseils de diplomates américains. Certains intellectuels occidentaux, peut-être en mal de publicité, n'ont fait qu'obscurcir le débat. En traitant tous les Serbes de la même manière, on gomme les différences fondamentales qui séparent les hommes de Slobodan Milosevic et les milliers de citoyens yougoslaves d'origine serbe qui rejettent de toutes leurs forces cette barbarie. Se sentant ainsi isolés, les Serbes se referment sur eux-mêmes au plus grand bénéfice des nationalistes au pouvoir.

A l'heure où les autoroutes de la communication brisent les frontières, on se bat, comme au XIXème siècle, pour un accès à la mer et quelques kilomètres carrés de terre ensanglantée. Et demain, quelle sera la viabilité de ces Etats croupions aux frontières biscornues? Quel sera le destin de ces hommes et de ces femmes jetés dans des camps de réfugiés d'où, un jour ou

l'autre si la situation perdure, jaillira une nouvelle génération animée d'une formidable soif de revanche qui pour se faire entendre utilisera tous les moyens possibles?

Sur ce conflit complexe qui condense tous les déchirements et toutes les contradictions de notre époque, nous avons voulu, dans ce dossier, apporter quelques éléments de compréhension et d'interprétation.

En donnant la parole à l'ambassadeur de Bosnie, Nikola Kovac, et à trois autres personnalités bosniaques: Zarko Papic, Mika Zagolj et Taric Haveric.

En replaçant cette guerre dans une perspective historique depuis 1878 (Henry Bogdan, Jean-Arnault Arens et Eugène Silianoff).

En portant un regard d'anthropologue sur ce terrible rapprochement qu'établit Xavier Bougarel entre "voisinage et crime intime".

En rappelant que les Tsiganes sont aussi des victimes, mais des victimes oubliées (Alain Reyniers).

En analysant les positions d'acteurs extérieurs: les Etats-Unis (Paul-Marie de La Gorce), l'Europe (Bernard Ravenel), la Turquie (Sabetay Varol) et le monde musulman (Gérald Arboit).

En évaluant enfin — à propos de la mise en place du tribunal pénal international — les limites d'une justice internationale (Monique Chemillier-Gendreau).

Christophe Chiclet
et
Jean-Paul Chagnollaud